

L'Adresse—M. Collenette

aucun plan d'action concret visant à amorcer la réduction du déficit, et sans politique énergétique à long terme pour assurer l'avenir énergétique du Canada. En gros, le gouvernement n'offre que des solutions vagues à certains problèmes et des mesures visant à protéger les Canadiens contre l'impact d'autres mesures que l'on estime trop difficile à subir—pour le moment, s'entend.

Cela ne se manifeste nulle part de façon plus criante que dans le prix pondéré du pétrole, tout nouveau et entièrement canadien. Ce jargon signifie qu'au lieu de subir la hausse de prix du pétrole à la pompe, les Canadiens la subiront dans leurs impôts.

Ce qui m'inquiète, c'est que si on ne fait pas payer l'augmentation du prix du pétrole aux Canadiens quand ils l'achètent à la station-service, ces derniers, qui sont les plus gros consommateurs de pétrole au monde, ne se rendront pas compte de la hausse et continueront à consommer plus de pétrole national et importé. Ce que le gouvernement devrait faire, c'est adopter des mesures et des stimulants permettant non seulement de mettre au point des voitures économiques comme je l'ai dit tout à l'heure, mais aussi de nouveaux carburants et des moteurs correspondants.

Avant de terminer, je voudrais parler d'un domaine extrêmement important que le discours du trône passe complètement sous silence, à savoir la question de l'environnement. Dans la région de St. Catharines, il y a deux questions écologiques importantes: les conséquences des pluies acides et la pollution continuelle du Niagara.

Il est difficile d'apporter des solutions à ces deux problèmes à cause de notre proximité avec les États-Unis. Une importante zone industrielle américaine est située de l'autre côté de la rivière et sur l'autre rive des lacs et la limitation de la pollution est, du point de vue international, une affaire complexe. L'ancien ministre de l'Environnement considérait que les pluies acides constituaient une des priorités de son ministère. C'est pourquoi il avait lancé la première entente internationale sur la pollution atmosphérique l'année dernière. J'ai bon espoir que le gouvernement saura accorder la même importance à cette question que l'ancien gouvernement et que notre temps précieux dans ce domaine ne sera pas perdu, à cause d'un changement de gouvernement.

● (2150)

La pollution du Niagara continue d'irriter la population sur les deux rives. Tout dernièrement, nous avons connu des temps mouvementés suscités par la délivrance d'un permis à une société du nord de l'État de New-York qui lui permettrait de déverser ses déchets industriels dans la rivière. A mon avis, bien qu'il soit toujours bon d'avoir des contrôles sévères sur des programmes tels que les SCA, ces projets tendent à nous distraire des autres sources de pollution. Des millions de gallons de déchets n'ayant subi que des traitements sommaires sont déversés tous les jours dans le Niagara par les municipalités riveraines et l'industrie locale. Si l'on faisait preuve d'autant de zèle pour nettoyer ces sources qu'on en a mis à contrôler la contribution des SCA, nous pourrions considérablement améliorer l'état actuel du Niagara. Il faut prendre des mesures contre ces polluants de longue date.

Monsieur l'Orateur, nous sommes rendus à un moment critique de l'histoire de notre pays. Nous sommes lourdement endettés. Nous sommes aux prises avec un taux d'inflation

sans précédent. Nous sommes tributaires de beaucoup d'autres pays pour notre technologie et notre capital. Nous n'avons aucune politique énergétique précise pour l'avenir. Sur le plan social nous sommes divisés et sur le plan politique nous sommes morcelés. Si ce pays a jamais eu besoin d'être dirigé d'une manière rigoureuse et éclairée, c'est bien maintenant. Les problèmes ont été repérés depuis longtemps.

Le gouvernement libéral a maintenant la majorité dont il a besoin pour poursuivre son travail. Pour assurer l'avenir du pays, qu'il n'y ait plus de retard, qu'il n'y ait plus de mésentente au pays ou à l'étranger.

M. l'Orateur adjoint: Je regrette d'interrompre l'honorable député mais son temps est écoulé.

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, comme vous le savez, le Règlement prévoit 20 minutes pour les discours. L'honorable député n'a pas terminé mais, si je comprends bien, vous vous en tenez strictement au Règlement. Je regrette que l'on n'ait pas permis au député d'achever ce qu'il avait à dire.

C'est la première occasion que j'ai de prendre officiellement la parole au cours de la présente législature pour des questions autres que celles portant sur les travaux de la Chambre. Je suis heureux de prendre la parole le septième jour du débat sur l'Adresse. J'aimerais féliciter l'auteur et le parrain de la motion, l'honorable député de Sudbury (M. Frith) et l'honorable député de Rimouski (M^{me} Côté). A vous, monsieur l'Orateur, et à ceux qui occuperont le fauteuil, je vous offre mes meilleurs vœux de succès pour ce mandat.

J'aimerais m'associer aux propos qu'ont tenus ce soir le président du Conseil du Trésor (M. Johnston) et le député de Sault-Sainte-Marie (M. Irwin) qui ont parlé de l'engagement sentimental qui pousse les gens à garder le pays uni. Le député de Sault-Sainte-Marie en particulier a donné le point de vue de ma province, l'Ontario. J'aimerais m'associer plus particulièrement aux sentiments qu'il a exprimés.

Cependant, je voudrais faire un examen plus réfléchi et plus pratique de ce que peut signifier le référendum pour la population de l'Ontario. On a lu des articles dans différents journaux qui disaient que l'Ontario dort, que le Canada anglais est endormi et qu'il ne s'intéresse pas beaucoup à ce qui se passe au Québec. Rien n'est moins vrai. Le samedi, je reçois des gens à mon bureau de circonscription, comme le font tous les députés. Un grand nombre de mes électeurs m'ont affirmé qu'il existe une véritable inquiétude et une véritable angoisse dans la population du grand Toronto, et je suis sûr que la situation est la même dans le reste de la province: on se demande quel sera le résultat du vote de mardi prochain.

Il existe des sentiments bien définis. Les gens n'écrivent peut-être pas aux directeurs de journaux et ils ne font peut-être pas beaucoup de bruit, mais les ramifications qu'aura ce vote sur l'avenir et l'intégrité du pays suscitent chez eux une profonde réflexion. Comme député de l'Ontario, j'aimerais parler du rôle que l'Ontario jouera après le référendum, quels qu'en soient les résultats. Je crois, d'après les derniers sondages sur le regroupement des forces, que personne ne l'emportera.

Mais ce qui se passera après le référendum est d'une importance cruciale pour le pays. L'Ontario a trop mené les choses à son goût pendant trop longtemps. On l'a appelée le profiteur